III

Les aspects de l'idéologie : le refus de la société et de l'État.

Le royaume des syndicalistes n'est pas de ce monde

Antiparlementaire, antipatriote, antiféministe,... antitout. Le syndicalisme révolutionnaire oppose un refus global au monde de son temps, État, société, culture. La grève générale culbutera le vieux monde en totalité. Dans ce qu'il peut avoir de plus excessif, dans ce qui pour certains peut être l'expression d'une pathologie collective, le syndicalisme révolutionnaire témoigne avant tout de l'aliénation totale de la classe ouvrière par rapport à la société dite de la belle époque. Mais parce que l'attitude proclamée du mouvement ouvrier trahit involontairement un désespoir profond elle rencontre aussi des résistances au sein même de ce mouvement. L'antipatriotisme est le point de vue officiel de la C.G.T. et c'est l'affaire propre du secrétaire des Bourses : Yvetot. L'idéologie a sans doute des fondements rationnels, le rôle de l'armée dans les grèves, mais en rester là dans l'explication, c'est comme vouloir rendre compte des tabous religieux par l'hygiène. L'antimilitarisme avait cependant des limites, à moins qu'on prétende comme le

faisaient les adversaires de la C.G.T. que le *Sou du Soldat* voté par le congrès de Paris en 1900 était antimilitariste de nature. On en jugera par les textes. De toute façon, les grands syndicats : livre, mineurs étaient contre.

Dans la C.G.T. féminisme et antiféminisme se sont heurtés. L'antiféminisme a des justifications idéologiques chez divers socialistes du XIXe siècle dont Proudhon. On le rencontre aussi bien chez les révolutionnaires que chez les réformistes du Livre pour lesquels les causes technologiques (introduction de la machine à composer, la linotype) ont fait craindre la concurrence des compositrices. En 1913, à Lyon, un militant fut exclu parce qu'il *laissait* travailler sa compagne, laquelle avait eu l'audace de vouloir adhérer au syndicat. C'est toujours le combat à retardement de l'aristocratie ouvrière contre la montée des manœuvres spécialisés.

L'antiparlementarisme coule de source de tous les textes. Griffuelhes, engagé dans un article anticlérical de routine, l'oublie en route et substitue peu à peu le politicien au prêtre. Le politicien se confond plus ou moins avec l'intellectuel, même anarchiste. Yvetot professe un ouvriérisme méfiant, non sans contradictions d'ailleurs puisqu'il aida les instituteurs à adhérer à la C.G.T. Dans l'exposé de la plupart des thèmes de ces chapitres les syndicalistes révolutionnaires ne se distinguent guère des anarchistes et anarchisants.

1. Antimilitarisme et syndicalisme

L'exaltation de l'antipatriotisme par Lagardelle a pour référence deux événements : d'abord l'affaire de l'*Affiche rouge*, dont les signataires n'étaient pas tous syndicalistes, devant le jury de la Seine.

Voici le début — qui en donne le ton — de ce document d'octobre 1905 :

« Conscrits,

Voici l'instant de payer votre dette à la Patrie. Dans quelques jours vous allez abandonner tout ce qui vous est cher : famille, amis, amante, pour revêtir l'infâme livrée militaire. Vous allez délaisser vos intérêts et votre travail pour vous embrigader dans le troupeau de brutes auquel on enseigne l'art de tuer.

Comme nous l'avons fait les années précédentes pour vos aînés, nous venons à vous et nous vous invitons à réfléchir. Avant de renoncer définitivement à votre qualité d'homme, avant que votre raison n'ait complètement sombré dans ces bagnes déprimants que sont les casernes, pensez à ce que vous allez faire.

Travailleurs, vous vous devez avant tout à la classe ouvrière. La Patrie bourgeoise, qui vous réclame des années de servitude et qui exige au besoin le sacrifice de votre existence, n'a jamais été pour vous qu'une *marâtre*.

Vous ne lui devez ni dévouement, ni obéissance. »

Le second événement est un discours provocateur de Gustave Hervé, d'autre part, l'un des signataires de l'*Affiche rouge*. Hervé, comme Lagardelle, était à la fois syndicaliste révolutionnaire et membre de la S.F.I.O. Cette appartenance et les palinodies politiques des deux hommes entre 1914 et 1945 sont-elles une simple coïncidence ou justifient-elles les préventions des syndicalistes contre le Parti ?

L'antimilitarisme et l'antipatriotisme font partie intégrante du syndicalisme révolutionnaire : telle est la conclusion que comporte notre *Enquête sur l'idée de Patrie dans la classe ouvrière* et que viennent de confirmer les débats du récent procès antimilitariste.

Les représentants des organisations ouvrières qui ont répondu à notre questionnaire, ou qui ont déposé devant le jury de la Seine[1], ont tous proclamé cette double conception du prolétariat révolutionnaire : 1° l'armée est l'instrument de la domination de l'État et les travailleurs doivent la combattre sans merci ; 2° la patrie et la guerre sont *affaire capitaliste* et ne regardent en rien la classe ouvrière.

Les orateurs parlementaires qui, au cours des interpellations sur l'antimilitarisme, ont cité, à la Chambre, notre *Enquête*, ou les journalistes qui ont commenté, dans la presse, les déclarations des accusés et des témoins devant la cour d'assises, se sont montrés stupéfaits de semblables révélations. Il n'y a pourtant là rien de nouveau. Depuis cinq ou six ans, les congrès ouvriers ont mis l'antimilitarisme à l'ordre du jour de leurs discussions, et ce sont eux qui ont jeté les bases de la propagande méthodique qui de plus en plus atteint aujourd'hui les soldats. C'est en vertu

---

1. Le 31 décembre 1905 les assises de la Seine ont lourdement condamné les signataires d'une affiche antimilitariste, dite l'*Affiche rouge*. On comptait parmi eux des syndicalistes : Yvetot, Bousquet ; des anarchistes et des socialistes : Alméreyda, U. Gohier, G. Hervé, V. Méric. *Le Mouvement socialiste* prit en mains leur défense.

des résolutions de ces congrès que fut édité *Le Nouveau Manuel du Soldat*, qu'a été organisé dans de nombreux syndicats le *Sou du Soldat* ou caisse de secours pour les syndiqués accomplissant leur temps de service, et qu'enfin — malgré les circulaires du ministre républicain général André — les Bourses du Travail ont noué des rapports réguliers avec les ouvriers « sous les drapeaux ». Comme dans les manifestations actuelles, les syndicalistes ont poursuivi toujours le même but : rappeler aux prolétaires que l'armée, la patrie et la guerre sont choses bourgeoises et que la lutte de classe seule est chose ouvrière.

Mais les organes de la classe capitaliste n'avaient prêté jusqu'ici au mouvement autonome des masses prolétariennes qu'une attention distraite. Ils s'arrêtaient aux déclarations équivoques des partis socialistes, en qui ils croyaient voir les interprètes de la pensée ouvrière. Or l'on sait à quel point les partis socialistes, dont l'internationalisme s'est habilement tempéré de patriotisme et dont l'antimilitarisme a su si bien s'accorder avec le « sentiment de la défense nationale », n'ont plus rien d'effrayant pour la bourgeoisie.

Il a fallu le scandale provoqué dans le Parti socialiste et dans la presse réactionnaire et démocratique par un discours d'Hervé[1], au moment même où se répandaient des bruits alarmants de guerre, pour que l'opinion la moins avertie ait pu enfin se rendre compte que le vrai sentiment des ouvriers organisés n'a rien de commun avec l'attitude ambiguë des socialistes parlementaires.

Ainsi c'est *de la clarté* qu'a apportée la campagne antimilitariste et antipatriotique des syndicalistes révolutionnaires. Elle a séparé ce qui doit être séparé : l'action des partis socialistes et l'action des organisations ouvrières,

1. Il s'agit du discours prononcé par Gustave Hervé, le 26 avril 1905, au meeting du Tivoli-Vauxhall à Paris, organisé pour fêter la jeune unité socialiste. La presse de droite exploita les déclarations antipatriotiques et, d'autre part, les réactions de Viviani dans *L'Humanité* et de Gérault-Richard dans *La Petite République* furent vives.

l'humanitarisme démocratique et l'antimilitarisme ouvrier, la conciliation des classes et la lutte des classes.

On a reproché au Parti socialiste d'avoir obéi, en se réfugiant dans le silence de la duplicité, à la crainte de l'électeur. L'explication est vraie, mais elle est insuffisante. Sans doute, les plus glorieuses campagnes patriotiques qu'aient à leur actif les partis socialistes, en France, se sont produites à la veille d'élections législatives : 1893 et 1898 en sont les grandes dates. Sans doute aussi les plus purs tenants du révolutionnarisme électoral qualifient actuellement Hervé de « criminel », parce que beaucoup de candidatures seront compromises par sa propagande. Mais, en fait, ces sentiments patriotiques des partis socialistes ont des causes plus générales : ils tiennent à leur nature même de partis politiques.

L'idée de patrie est l'expression symbolique de la collaboration des classes. Elle signifie qu'une solidarité supérieure confond les différentes classes sociales dans la même *unité nationale*. Elle ne peut donc être niée que par ceux qui, se mettant violemment hors l'État, n'ont aucun intérêt à sa conservation.

Les partis socialistes, qui ont pour but la conquête de l'État, qui sont des rouages normaux de l'État, se trouvent-ils dans cette condition ? Loin de là : ils sont au contraire nécessairement incorporés au bloc national. Ils agissent sur le terrain même où les classes fusionnent. Loin de séparer les classes, l'action électorale les mêle : les candidats socialistes s'adressent à la fois aux ouvriers, aux petits bourgeois, aux petits paysans, aux fonctionnaires, aux intellectuels, etc. Et l'action parlementaire ? N'est-elle pas par excellence la mise en œuvre de la collaboration des classes ? Mélange des votes, entente avec les groupes voisins, compromis pour la confection des lois, défense des gouvernements démocratiques, participation constante à l'administration de l'État, etc., ce sont là autant d'actes qui supposent l'accord des parties coopérantes.

Rejeter l'idée de patrie, le socialisme parlementaire ne le pourrait qu'en se ruinant du même coup en tant que

Parti. Il perdrait les électeurs dont il a besoin et il rendrait, au Parlement, son action impossible.

Les anathèmes enflammés proférés par Jaurès ou par Guesde à l'adresse de Hervé ne sont que la traduction légitime des exigences qui s'imposent au Parti socialiste, organe naturel de la démocratie.

Évidemment, le patriotisme des socialistes parlementaires n'est pas sans mélange. Les sentiments antipatriotiques des masses ouvrières sont trop profonds pour que les partis socialistes ne songent pas à leur faire leur part. Ils se déclarent donc à la fois internationalistes et patriotes. Dans ces derniers temps, ils se sont donné beaucoup de mal pour concilier ces deux termes que tout homme de bon sens juge contradictoires. Ils n'y sont pas parvenus et ils ne s'en trouvent qu'en plus mauvaise posture pour se présenter devant les clientèles différentes qu'ils sollicitent.

Il ne faut voir là que la contradiction fondamentale qui est à la base des partis socialistes. Ils parlent de lutte de classe et ils pratiquent la collaboration des classes. Ils ont une théorie révolutionnaire et une action démocratique. Ils se disent internationalistes et ils se déclarent patriotes.

Tant que les partis socialistes se donneront pour le groupement révolutionnaire chargé de transformer le monde, ils aboutiront à cette impasse et à cette stérilité. C'est ce que vient de démontrer, plus lumineusement que jamais, leur opposition à l'antimilitarisme et à l'antipatriotisme des syndicalistes.

Une autre différenciation s'est aussi opérée : les tartufes du pacifisme bourgeois et de l'humanitarisme pleurard, les tenanciers de congrès de la paix, les larme-à-l'œil du dreyfusisme avorté, toute la bande des intellectuels droits-de-l'hommistes, tous les éléments mondains et sportifs qui avaient accouru porter leurs « sympathies » au socialisme, tous, absolument tous, ont eu le haut-le-corps salutaire, se sont défilés au pas de course, ont regagné leur classe — d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

Les syndicalistes révolutionnaires peuvent être tran-

quilles : les salons, qui se sont enthousiasmés pour le socialisme éloquent de Jaurès, ne feront pas le même accueil aux théories grossières qui prêchent l'antipatriotisme et l'antimilitarisme ouvrier. Les mêmes hommes du monde qui déclamaient contre l'état-major réactionnaire et les conseils de guerre se sont révélés les pires défenseurs de l'armée. Tout est donc remis en sa place : les bourgeois socialistes ont rejoint la bourgeoisie et les ouvriers révolutionnaires restent seuls.

On aurait vainement cherché un moyen plus radical d'effectuer la séparation des classes : le syndicalisme révolutionnaire, qui est la réalisation parfaite de la lutte de classe, n'aurait peut-être pas si rapidement révélé à l'opinion publique ses caractères essentiels, si les événements ne l'avaient amené à proclamer bruyamment son antimilitarisme et son antipatriotisme.

L'évolution socialiste ne peut désormais que se précipiter. Débarrassé progressivement de tous les éléments corrupteurs et de toutes les conceptions étrangères qui l'obscurcissaient, le socialisme, rendu à lui-même et au prolétariat révolutionnaire, paraîtra tel qu'il est : la négation pratique de tout ce qui appartient au monde bourgeois.

H. Lagardelle, *Le Mouvement socialiste*, 15 janvier 1906.

2. L'antimilitarisme au congrès d'Amiens

Le débat sur l'antimilitarisme au congrès d'Amiens manifeste un malaise à l'intérieur de la majorité révolutionnaire. Gautier, mais aussi Griffuelhes et Merrheim (aucun n'est d'origine anarchiste) sont antimilitaristes parce que l'armée est l'instrument de la répression des grèves et parce qu'elle prétend, au cours de l'affaire Dreyfus, dominer la société civile. Ils sont d'autant plus gênés par l'antimilitarisme viscéral d'Yvetot ou de Dret qu'il ne leur est

pas possible, comme il le serait dans un congrès radical, ou, à la rigueur, socialiste, d'établir la marge entre antimilitarisme et antipatriotisme. Comme on peut le voir, ce fut Yvetot qui l'emporta.

Séance du 13 octobre (soir)

Gautier[1] (Saint-Nazaire). — Il ne veut pas abuser des instants du Congrès. Pour les uns, l'antimilitarisme est une question essentiellement politique, pour d'autres, une question essentiellement économique. Aujourd'hui, la question doit se préciser. Il demande aux congressistes de se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès,

« Considérant l'emploi de plus en plus constant de l'armée dans les grèves comme force oppressive du capital et du patronat contre les travailleurs, confirme les décisions antérieures des congrès de la Confédération générale du Travail adoptant l'antimilitarisme comme un moyen de propagande et de lutte économique pour la suppression du salariat. »

H. GAUTIER, délégué des ouvriers métallurgistes, ouvriers charbonniers, ouvriers du Port, inscrits maritimes, comptables et employés, dessinateurs et typographes de Saint-Nazaire.

Gautier rappelle les décisions du congrès de Bourges et les résultats obtenus depuis ce temps. Il termine en engageant les camarades à continuer la propagande antimilitariste.

Dret[2] (Cuirs et Peaux) proteste contre l'étouffement de la discussion.

---

1. Henri Gautier (1855-1925). Syndicaliste et socialiste, animateur du mouvement ouvrier dans la Loire-Inférieure. Secrétaire de la Bourse du Travail de Saint-Nazaire, puis de l'U.D., secrétaire de la Fédération nationale des Inscrits maritimes. De tendance guesdiste. Après la guerre, conseiller général.

2. Henri Dret (1875-1941). Secrétaire fédéral des Cuirs et Peaux de 1903 à 1908 et de 1914 à 1934. Anarcho-syndicaliste ; il perdit un bras en 1908 dans la fusillade de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges.

Yvetot déclare que si on ne discute pas l'antimilitarisme, on ne discutera rien autre chose.

Griffuelhes ne s'explique pas pourquoi tant d'effervescence se manifeste dans le Congrès. Il voudrait que tous les camarades puissent s'expliquer pendant quelque temps sur cette question brûlante de l'antimilitarisme. Il rappelle le vote du matin qui implique la continuation de la campagne antimilitariste. Seulement quelques camarades ont des points spéciaux à développer, écoutons-les en silence, en faisant litière de nos passions.

Yvetot déclare qu'il a fallu plus de deux journées pour discuter une seule question[1], il avait été décidé qu'on en discuterait deux. Serait-ce que la deuxième embarrasserait certains d'entre nous ?

Il s'agit de savoir si, dans un conflit européen, les ouvriers seraient décidés à faire leur devoir et refuseraient de prendre les armes. Il lit l'ordre du jour suivant :

« Le XV^e^ Congrès de la C.G.T., tenant compte de la majorité significative qui s'est affirmée sur l'adoption des rapports du Comité confédéral, de la Section des Fédérations, de la Section des Bourses et de *La Voix du Peuple*, comprend que les ouvriers organisés de France ont suffisamment démontré leur approbation de la propagande antimilitariste et antipatriotique ;

« Cependant, le Congrès affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse ;

« Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou coloniales, la classe ouvrière est dupe et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise ;

« C'est pourquoi le XV^e^ Congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique qui peut seule compromettre la situation des arrivés

1. L'indépendance syndicale.

et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques. »

....

La priorité est accordée à l'ordre du jour Yvetot. Il est procédé au vote par mandats.

Résultats du vote :

Pour..............................	488
Contre............................	49
Nuls..............................	23

Le Président donne la lecture de la communication suivante :

« Les soussignés, délégués du XV[e] Congrès national qui ont voté contre la proposition Yvetot ou se sont abstenus, tiennent à affirmer que les organisations qu'ils représentent, ainsi qu'eux-mêmes, ont le sentiment très net que l'antimilitarisme fait partie intégrante de l'action et de la propagande syndicales et que, ne possédant rien dans la Patrie, misérables et exploités dans toutes, conduits à la boucherie, au nom des Patries elles-mêmes, les travailleurs de tous pays ne sauraient se sacrifier pour elles ;

« Ils déclarent regretter que la proposition Gauthier (*sic*), rappelant les votes du congrès de Paris de 1900, laquelle était l'expression de ces sentiments, n'ait pas été mise aux voix, ce qui aurait permis à l'immense majorité du Congrès de se prononcer pour. »

XV[e] Congrès national corporatif, Compte rendu des travaux, Amiens, 1906, pp. 174-175, 177-178.

3. Le nouveau manuel du soldat

Yvetot, le secrétaire des Bourses, successeur de Pelloutier, a consacré sa vie militante jusqu'en 1914 à lutter contre l'armée et contre la patrie avec une grande hargne qui n'épargnait ni ses adversaires, ni ses camarades ; on l'appelait « le bouledogue ». Anarchiste, ce fils de gendarme, est sans aucune originalité dans son argumentation et, de ce fait, exemplaire. En 1914, il s'effaça du mouvement ouvrier comme avec une gomme, ce qui ne lui fut pas pardonné de longtemps. Il refit surface en 1940 au service de l'occupant et mourut peu après. Dans la période 1900-1914, nul n'osa lui tenir tête, et le texte qui suit a un caractère semi-officiel.

La lâcheté morale, l'habitude de se soumettre et de trembler, voilà donc ce qu'on rapporte des casernes.

C'est en sortant du régiment que des hommes sont capables de faire des traîtres à la classe ouvrière en devenant des policiers ou des jaunes.

Mais l'armée a un autre rôle, c'est celui d'être la gendarmerie nationale.

Ce sont des soldats qui sont envoyés dans les grèves, fusil chargé, baïonnette au canon. Ce sont eux qui sillonnent les rues de galopades et de charges, quand, chassés du travail par la rapacité patronale, les travailleurs pensent avec raison que leur place est dans la rue.

Et ce n'est pas seulement avec ses fusils que l'armée vient en aide au capital. Les soldats remplacent encore les ouvriers dans les grèves. L'armée de la nation, l'armée composée de fils du peuple est contre le peuple au service du patron. L'armée prête sa force meurtrière au patron et elle remplace parfois l'ouvrier en grève.

Hypocritement, les gouvernants disent que l'armée assure la liberté du travail. C'est faux. Elle assure le triomphe de l'exploiteur contre l'exploité.

En attendant de servir à la guerre étrangère, le soldat, en effet, sert encore et sert surtout à la guerre sociale. Gouvernants et possédants ne reculent jamais devant

l'emploi de la force quand ils craignent pour leur pouvoir ou pour leur argent. Notre Histoire, comme celle de tous les pays d'ailleurs, est toute sanglante des preuves de cette vérité. Dès que les enfants du peuple réclament un peu plus de liberté et un peu plus de bien-être, c'est à coup de fusil qu'on leur répond. Sans parler des grandes hécatombes — comme celles de 1830, 1848 et 1871 — où les prolétaires roulent par milliers sous les balles des *défenseurs de l'ordre*, il ne se passe pas d'année sans qu'il y ait, ici ou là, quelque massacre d'ouvriers.

Chaque fois que des travailleurs tentent d'obtenir, par la grève, quelques maigres avantages, une petite amélioration à leur sort, c'est à la troupe qu'ils ont affaire. A chaque pas, le gréviste se heurte au soldat.

Nous sommes les prolétaires, c'est-à-dire ceux qui portent aujourd'hui tout le poids, toute la tristesse de la société. L'armée, avant tout, est le soutien de cette société. Et le comble c'est qu'elle se recrute parmi les plus misérables, les plus souffrants de la domination capitaliste.

Du jour où la meilleure partie des travailleurs, les conscients, voudront réclamer leur part des richesses sociales dont ils sont les producteurs, canons, fusils, baïonnettes seront envoyés contre.

Les fils et les frères des travailleurs deviendront des assassins s'ils n'ont pas le courage de refuser de tirer, de refuser leur participation au massacre.

Voilà où aboutissent finalement les grandes tirades sur la Patrie, les phrases ronflantes sur le Drapeau. Quand nous venons faire étalage d'un chauvinisme imbécile, nous ne faisons donc que justifier, que consolider entre les mains des exploiteurs et des gouvernants, cette force invincible contre nous.

Que des bourgeois s'épanouissent à voir défiler des militaires, drapeau et musique en tête, qu'ils s'attendrissent sur leur bonne tenue et leur air martial, rien de plus juste, puisque ces braves garçons vont monter la garde à la porte des banques, des usines, des chantiers, des ministères. C'est la sécurité des coffres-forts, l'éternité des privilèges

qui passent. Comment ceux qui ont les coffres-forts et détiennent les privilèges ne se découvriraient-ils pas ?

Mais nous autres, nous qu'on mitraille dans les rues pour un oui ou pour un non ! Pour nous, le bataillon qui passe ne peut être que la servitude. La servitude et la honte, car dès qu'il endosse la livrée du soldat, l'homme du peuple trahit, malgré lui, les siens. Le prolétaire soldat, c'est l'homme du peuple dressé à la défense des riches et des puissants, équipé et armé contre ses frères.

Le militarisme, en dehors de son but, de sa raison d'être, a encore un autre motif pour nous être odieux. C'est ce qu'il fait de nous, c'est ce qu'il nous coûte.

L'armée n'est pas seulement l'école du crime, elle est encore l'école du vice, l'école de la fourberie, de la paresse, de l'hypocrisie et de la lâcheté.

....

Conseils aux conscrits

Jeunes hommes pleins de vigueur et de santé, qui allez être arrachés à vos travaux, à vos espérances, à vos affections ;

Jeunes hommes qui allez pour trois ans endosser la livrée de l'honneur (c'est ainsi qu'on appelle la livrée de l'esclavage ou du crime) ;

Jeunes hommes, réfléchissez à ce que vous devez faire ! Ayez une volonté !

Si vous croyez ne devoir supporter les vexations, les insultes, les imbécillités, les punitions et toutes les turpitudes qui vous attendent à la caserne : *Désertez* ! Cela vaut encore mieux que de servir d'amusement aux bourgeois alcooliques et fous furieux qui prendraient soin de vous dans les bagnes militaires.

Si vous croyez qu'il n'y ait pas une propagande de révolte à faire à la caserne, si vous croyez que cette propagande ne vaut pas les risques que vous courriez à la faire ; et si vous croyez qu'il vous serait impossible d'y passer trois

années sans faire cette propagande que vous jugez inféconde et que vous jugez néfaste pour vous : *Désertez* !

Par vos Syndicats, par vos Corporations, par votre Bourse du Travail, il sera fait tout le possible pour que vous ayez un appui moral et pécuniaire. De leur part, vous serez reçu fraternellement à l'étranger et vous apprendrez ainsi que la Patrie est partout où il y a des hommes qui luttent, pensent, souffrent, travaillent, espèrent et se révoltent contre les injustices sociales.

Mais si l'affection de ceux qui vous entourent, si la crainte de l'inconnu, de tout ce qui peut vous attendre d'ennuis et de misères dans un pays dont vous ne connaissez ni les mœurs, ni le langage ; si d'autres raisons encore l'emportent sur votre horreur du régiment : *Allez-y* ! Mais faites votre possible pour y rester un homme. Surmontez vos dégoûts. Faites-vous aimer de vos malheureux compagnons d'esclavage et faites-leur de la propagande individuellement. De l'école du crime, faites une école de révolte. Les faits de tous les jours vous aideront pour cela. A votre retour, vous pourrez dénoncer ce que vous aurez vu ou subi. En précisant les faits, vous donnerez ainsi votre courageux coup de pioche à la démolition de cet étai sur lequel s'appuie le plus l'édifice social.

D'ailleurs, vous ne serez pas les premiers à agir ainsi. D'autres l'ont déjà fait.

....

Exhortations aux soldats

Pour trois ans vous êtes encasernés, retirés du monde qui produit, qui vit. Vous êtes des machines. Vous ne devez pas répliquer à l'injure la plus grossière du premier imbécile venu, qui porte un ou plusieurs galons. Aux ordres les plus idiots vous devez obéir ! Tout cela est forcément abrutissant.

Cependant, ne vous découragez pas. Allez dans les Bourses du Travail, allez dans les Bibliothèques et Universités populaires. Là seulement vous trouverez quelque

affection sincère et l'accueil le plus fraternel. Là vous oublierez la vie de caserne, ses vices, ses fourberies, ses ridicules, ses cruautés.

De plus, vous trouverez aussi le gage fraternel de la sympathie qui vous unit aux camarades que vous avez quittés. Ce gage consiste en la petite somme périodique que vous attribue le *Sou du Soldat* de votre organisation syndicale.

Cette somme-là, nous le savons, ne contribuera pas à vous avilir par l'alcool. Elle adoucira vos ennuis et vous encouragera.

Si un jour il vous fallait marcher contre un ennemi quelconque, des frères malheureux, exploités d'un autre pays, vous sauriez agir consciemment et faire ce que vous dicterait votre raison.

Si un jour il vous fallait marcher contre les camarades qui luttent contre la rapacité patronale, qui revendiquent un peu de bien-être, qui réclament un peu de liberté, vous sauriez aussi ce que vous devez faire.

Le colonel de Saint-Rémy, dont c'était la profession d'être militaire ; le colonel de Saint-Rémy, qui accepta en pleine liberté de faire le métier de tueur d'hommes, d'exécuteur sanguinaire des ordres du Gouvernement, trouva l'indulgence d'un tribunal militaire, *si rude aux petits soldats*, pour n'avoir pas obéi, disant que sa conscience de chrétien lui interdisait de maltraiter d'autres chrétiens[1].

Eh bien ! Camarades, votre raison doit vous interdire de tuer d'autres hommes, vos semblables. *Vous vous refuserez à obéir si l'on veut faire de vous des meurtriers !*

Votre conscience de travailleur vous défend de tirer sur d'autres travailleurs.

Si l'on vous envoie dans les grèves :

Vous ne tirerez pas !

---

1. C'est-à-dire de participer à l'expulsion des congrégations.

L'on veut faire de vous des machines à tuer ?... Révoltez-vous ! Et que tremblent enfin ceux qui osent vous armer contre vos frères, *car votre ennemi, c'est seulement celui qui vous exploite, vous opprime, vous commande et vous trompe* !

Si l'on veut absolument que vous soyez des meurtriers avec les armes mises entre entre vos mains, *ne soyez pas des fratricides* !

G. Yvetot, *Le Nouveau Manuel du Soldat*, Paris, 1903.

4. Raisons de l'antimilitarisme

Ce texte présente l'explication « économiste » de l'antimilitarisme. L'antimilitarisme est dû pour Delesalle aux circonstances, il n'est qu'une conséquence parmi d'autres du régime capitaliste. L'antimilitarisme d'Yvetot était de principe, dogmatique et éthique.

Dans certains milieux l'on a reproché aux Bourses du Travail leur propagande antimilitariste de ces dernières années. C'est là de « la politique » ont affirmé quelques-uns qui voudraient réduire à un rôle neutre et sans portée l'action des Bourses.

Ceux-là n'ignorent cependant pas qu'en cas de conflit avec le patronat, l'armée est immédiatement mise à son service pour « protéger » les usines, bien mieux, pour remplacer les grévistes comme lors de la grève des ouvriers électriciens de Paris, où les soldats du génie et les mécaniciens de la marine furent prendre la place des grévistes.

Que les travailleurs réclament à leurs employeurs une augmentation de salaire ou un peu plus de liberté, immédiatement l'armée arrive et est mise au service du patronat.

Et les conflits inévitables se produisent : c'est Fourmies, c'est Chalon, hier encore Villeneuve-Saint-Georges[1]. Quoi

1. La « fusillade » de Fourmies, 1er mai 1891, 9 morts, 33 blessés ; la « tuerie » de Chalon, décembre 1900, 3 morts ; Draveil-Villeneuve-Saint-Georges, mai-juillet 1908, 9 morts, nombreux blessés.

de surprenant alors que les exploités acquièrent la haine de l'armée ! De l'antimilitarisme à l'antipatriotisme il n'y a pas loin, d'autant plus que les capitalistes — les ouvriers le savent — n'y regardent pas de si près lorsqu'il s'agit de leurs intérêts.

Les travailleurs savent que M. Motte, l'ex-maire de Roubaix, a aussi des usines en Pologne ; que Krupp et Schneider, les deux plus grands fabricants d'engins de meurtre, ont partie liée pour s'assurer l'exploitation de nombreuses mines de fer et de charbon, les derniers scandales des mines de l'Ouenza sont typiques à ce sujet. Les grandes entreprises métallurgiques, les *comptoirs*, sont depuis longtemps internationaux. A Villerupt, lors de la grève de 1907, les soldats français, allemands et luxembourgeois fraternisaient dans la lutte contre les ouvriers en grève. Quoi d'étonnant, devant de tels exemples, que l'idée antimilitariste ait fait les rapides progrès que l'on sait.

Et puis, qu'est-ce donc au juste que la Patrie pour ces centaines de milliers d'exploités, qui, après avoir peiné à l'usine dix ou douze heures, n'ont même pas de quoi satisfaire leurs besoins primordiaux, alors qu'en face de l'usine, du bagne, se dresse le château patronal ?

Exploiteurs allemands, français, anglais ont des intérêts communs, cela est indéniable ; également ouvriers allemands, français, anglais, etc., ont des aspirations identiques ; quels intérêts, par contre, peuvent-ils avoir à s'entretuer, eux qui, avant comme après une guerre meurtrière dont ils feraient les frais, resteraient des exploités ?

C'est là ce qu'ont compris aujourd'hui les travailleurs, et pour ces raisons la propagande antimilitariste entreprise par les Bourses du Travail ne se justifie que trop.

P. DELESALLE, *Les Bourses du Travail et la C.G.T.*, Paris, M. Rivière, s. d. [1909], pp. 40-41.

5. Les caractères du syndicalisme français

Ce texte délirant montre l'ambiguïté de l'antipatriotisme, déjà remarquée par L. Gérard Varet dans un article de la *Revue de Paris* (15 mai 1909). Ancien blanquiste, Griffuelhes est un antipatriote chauvin. Tout l'orgueil jacobin jaillit de ses phrases. On aura pu remarquer, ci-dessus, avec quel mépris Lagardelle, antipatriote lui aussi à cette époque, peut parler de la lourdeur germanique de la social-démocratie. Griffuelhes, comme son maître Vaillant, s'engagea à fond dans l'Union sacrée, mais il s'en sépara très tôt et devint zimmerwaldien. Il mourut communiste.

Citoyennes et Citoyens,

C'est un fait incontestable que le syndicalisme français est devenu une puissance que tout le monde reconnaît. Une réunion comme celle de ce soir en est une preuve. Notre ami Labriola[1] nous a dit combien le syndicalisme italien s'inspire de nos méthodes et de nos idées, et notre ami Michels nous a exposé comment le socialisme, en Allemagne, ne pourrait renaître qu'en utilisant l'expérience du mouvement syndicaliste français. Il y a là un phénomène frappant. Et, pour clôturer cette réunion, je voudrais rechercher avec vous pourquoi notre action a ainsi forcé l'attention de nos camarades de l'étranger et quels sont les caractères essentiels du syndicalisme français.

Pour répondre à cette question, je ne pourrai mieux faire que de comparer notre action à celle des ouvriers allemands, dont Michels vient de nous entretenir. En opposant ainsi la classe ouvrière française à la classe ouvrière allemande, nous opposerons les deux incarnations les plus typiques du syndicalisme politique. Ce qui ressort avec le plus de netteté, c'est l'opposition existant entre l'action syndicale en France et l'action syndicale en Allemagne. En Allemagne, il y a une masse de syndiqués ; en France, il y a un syndicalisme, théorie qui résume et contient toute l'action ouvrière.

1. Arthur Labriola, Robert Michels, de naissance allemande, était italien d'inclination et d'adoption.

Michels nous a montré que les ouvriers allemands ont peur de compromettre par une politique trop audacieuse le vaste mais fragile édifice de leur organisation socialiste et et syndicale. Il nous a exposé leur défiance de toute action hasardeuse et leur amour immodéré de la modération. C'est bien cela. L'ouvrier allemand a peur et il craint. Il a peur de s'aventurer, de risquer, de s'engager dans la lutte. Il craint toutes les forces d'ordre, d'autorité, de hiérarchie. Il a le respect timoré de ses maîtres.

. . . .

Voyez, par contre, ce qui se passe en France. Ce qui caractérise, chez nous, l'ouvrier, c'est qu'il est audacieux et indépendant. Rien ne l'épouvante. Il est au-dessus de toute autorité, de tout respect, de toute hiérarchie. Devant un ordre du pouvoir, tandis que le premier mouvement de l'ouvrier allemand est d'obéir, le premier mouvement de l'ouvrier français est de se révolter. Il résiste et proteste ; il critique et s'insurge. Et il passe à l'acte, immédiatement. Il ne se demande pas, avant d'agir, si la loi lui permet ou non d'agir. Il agit et voilà tout. C'est là le sens profond de l'action directe, qui signifie l'action personnelle des ouvriers, s'exerçant en dehors de toute considération légalitaire, et de toute autorisation d'en haut. Comme l'ouvrier allemand est loin de cette désinvolture ! Tout acte est, chez lui, longuement prémédité, mûrement réfléchi. Il pèse le pour et le contre, voit si c'est permis ou défendu, tourne et retourne, si bien qu'il finit par ne pas agir du tout et à rester, sans possibilité d'en sortir, dans le cercle vicieux où il s'enferme lui-même.

Et vraiment, si l'on examine les exigences de l'action, on voit toute la supériorité de la décision et de l'initiative française sur la prudence et la pesanteur allemandes. A trop réfléchir, on n'entreprend jamais rien. Il faut aller de l'avant, se laisser porter par sa propre impulsion naturelle, ne se fier qu'à soi-même, et se dire que ce n'est pas à nous à nous adapter à la légalité, mais à la légalité à s'adapter à notre volonté. Les objections que font de savants

et sages intellectuels, à l'action spontanée et créatrice, nous laissent froids. Vraiment, étant donné les complications de la vie moderne, comme tout se tient et dépend l'un et l'autre, on n'en finirait jamais d'examiner à la loupe chacune de nos moindres actions avant de la commettre. Et, d'ailleurs, on ne pourra jamais tout prévoir, si l'on commence à vouloir tout peser et repeser ! Là est l'originalité du syndicalisme français, qui ne connaît que l'action. Il ne se laisse pas paralyser par la peur et la crainte. Mais il attaque, il va par coups d'audace, prend ses ennemis par surprise et finit par triompher.

V. Griffuelhes, *Les Caractères du syndicalisme français* (Syndicalisme et Socialisme. Bibliothèque du Mouvement socialiste), t. I., Paris, M. Rivière, 1908, pp. 55-56, 57-58.

6. Syndicalisme féminin

La revendication féministe est dans la nature du syndicalisme qui se veut libérateur ; mais l'auteur de ce texte expose avec finesse les problèmes concrets de la concurrence qu'entraîne l'intrusion de la femme avec ses aptitudes propres, mais aussi ses faiblesses, sur le marché du travail.

Nous nous excusons de tout ignorer de l'auteur de cet article remarquable, mais n'est-ce pas un symbole de la condition inférieure de la femme, dans toutes les classes, que parmi les collaborateurs du *Mouvement socialiste* les seuls inconnus soient ceux du sexe féminin ?

On disait que la femme est de plus en plus appelée à *prendre la place* de l'homme dans toutes les fonctions salariées, parce qu'elle ne recherche pas comme lui une rémunération suffisante à l'entretien d'un ménage, mais seulement une rémunération complétant celle déjà obtenue

par l'homme et formant *l'appoint* qui facilitera l'établissement du budget familial. Or, le simple énoncé de cette proposition dévoile la contradiction qu'elle récèle. Car enfin, le salaire de la femme ne peut constituer un appoint à celui de l'homme qu'à la condition que, sur le marché du travail, la femme ne prenne pas la place de l'homme, mais qu'au contraire le développement économique offre également à celui-ci et à celle-là le moyen de mettre en œuvre leur activité.

La vérité, c'est que l'extrême division des tâches, qui caractérise les conditions nouvelles du travail, fait qu'il n'est presque plus de branches de la production où la femme n'arrive à exercer des aptitudes qui lui sont spéciales.

Ainsi, alors que l'épouse du cordonnier de village ne remplacerait pas aisément son mari pour monter de toutes pièces une paire de souliers ferrés, dans la fabrication mécanique de la chaussure la femme employée comme piqueuse par exemple atteint des résultats supérieurs. C'était un travail d'homme que celui de l'ancien tisserand qui actionnait lui-même son métier, mais la dextérité particulière à la femme lui donne un avantage marqué dans plusieurs parties du tissage à la machine. Il est bien naturel que dans une administration simplifiée, telle qu'en comportent le moyen commerce, la moyenne industrie, la petite banque, l'homme soit préféré pour l'ensemble des opérations qui, parfois, l'amène à se substituer plus ou moins complètement au patron vis-à-vis de la clientèle ; mais dans la complexité des grandes administrations, l'expérience donne de plus en plus la préférence à des femmes pour les travaux de classement et le soin de transcrire à la machine à écrire toute la correspondance.

Chacun est à même de prolonger tant qu'il lui plaira la série de telles constatations. Partout, ce sera pour découvrir qu'il n'est pas exact que la femme remplace l'homme pour les travaux qui semblaient l'apanage naturel de celui-ci, mais seulement que dans l'accomplissement de ces travaux tels qu'ils s'effectuent désormais, certaines parties relevant de l'habileté du doigté, de la capacité d'attention

automatique, de la résistance passive, tombent par là dans le domaine de l'activité féminine traditionnelle.

Il est vrai que le salaire reçu par la femme, précisément pour les tâches où elle excelle, reste toujours inférieur à celui de l'homme qui travaille à ses côtés. Mais l'explication, loin de se trouver dans quelque situation particulière à la femme, tient aux conditions générales de la production. Dans une même branche de l'activité économique, l'échelle des salaires varie selon la subordination entre elles des tâches spécialisées qui incombent à chaque catégorie de travailleurs en vue de l'élaboration d'un produit déterminé. Et par exemple, les fonctions centrales, celles d'où dépendent l'impulsion et le rythme qui se communiqueront à toute l'équipe, sont primées. Or les fonctions exercées par des femmes sont habituellement, à quelque titre, des fonctions subordonnées. Telle est la raison permanente de l'infériorité générale des salaires des femmes, raison non infirmée par la dépréciation de leurs gains lorsqu'elles sont victimes des conditions aggravantes du « système de la suée », comme dans le travail à domicile, car le *sweating system*[1] s'étend aussi bien aux ouvriers tailleurs qu'aux confectionneuses à domicile. De même, dans l'industrie textile, si la femme ne gagne presque rien, l'homme ne gagne pas grand-chose. Par contre, dans les corporations où le taux des salaires est élevé, cette élévation atteint l'un et l'autre sexe.

. . . .

Dans ses statuts la *Confédération générale du Travail* se donne pour but de grouper « tous les travailleurs ». L'idée même d'une différence à établir entre ouvrières et ouvriers n'apparaît pas ; et la plus grande partie des syndicats confédérés précisent dans leurs statuts qu'ils se proposent de grouper « *sans distinction de sexe tous les travailleurs* » ou de grouper « *tous les travailleurs des deux sexes* ».

1. Travail aux pièces et à bas prix.

Bien plus, les propagandistes les plus qualifiés tendent constamment à attirer un plus grand nombre de femmes dans les syndicats, afin que par une participation personnelle à l'action syndicale la femme puisse acquérir la conscience claire de la solidarité d'intérêts qui la lie à son compagnon de travail et sache, au moment des difficultés avec le patronat, résister à la manœuvre ordinaire qui consiste à s'appuyer sur la partie la plus passive du personnel pour faire échec à la plus agissante. Les militants s'ingénient à intéresser la femme à la vie et au développement du syndicat. Dans quelques syndicats des sections féminines sont constituées, qui deviennent pour les adhérentes un moyen de faire valoir l'importance des revendications propres à leur sexe et de les faire inscrire à la place qu'elles doivent tenir parmi les intérêts généraux de la corporation. Les votes pour la nomination des membres des conseils syndicaux, qui ont lieu au scrutin secret, ne révèlent aucune tendance à écarter les femmes. De même, les compétitions assez vives autour des fonctions rétribuées de conseillers prud'hommes n'ont pas empêché aux élections de novembre 1908 que les syndiqués parisiens n'aient présenté trois candidates et réuni leurs suffrages sur l'une d'entre elles. Les syndiqués de province sont aussi accueillants ; dernièrement encore une prud'femme était désignée à Vienne (Isère) par l'ensemble des syndiqués pour remplacer un prud'homme.

Assurée d'un tel accueil dans le milieu syndical, il est assez naturel que l'ouvrière soit portée à ne pas rester dans un isolement qui lui serait plus préjudiciable qu'à l'homme. Car ce dernier est en quelque sorte par destination appelé à travailler au dehors. Tandis qu'elle se voit transplantée hors de ses conditions accoutumées d'existence. Et sa constitution particulière ne saurait, en bien des cas, s'accommoder des circonstances matérielles dans lesquelles l'homme a pu accepter de fournir son travail. Elle sent le besoin de garanties spéciales. A qui s'adresserait-elle pour les obtenir ? Elle n'a pas comme l'homme les moyens électoraux de provoquer l'intervention du législateur.

L'homme lui-même d'ailleurs, quoiqu'en fait il ne néglige pas l'action politique, semble de plus en plus compter sur l'action économique du groupement professionnel. C'est donc au groupement professionnel que va la femme. Elle y retrouve son compagnon de travail qui est aussi son compagnon d'existence et qui par suite s'assurera pour lui-même le bénéfice de tout ce qu'il l'aura aidée à obtenir.

Maximilienne Biais, « Syndicalisme féminin », *Le Mouvement socialiste*, octobre 1909.

7. La femme dans la typographie

L'article précédent posait des principes appuyés par quelques exemples concrets. Ici nous nous trouvons devant l'antiféminisme de la puissante Fédération du Livre. Des réformistes certes dans leur majorité, mais aussi les intellectuels du prolétariat. Cet exposé historique montre les fondements économiques de l'antiféminisme.

Rappelons qu'en 1539 les ouvriers imprimeurs de Lyon lancèrent une des premières grandes grèves pour lutter contre l'emploi des apprentis à des tâches de composition. Les travailleurs les plus qualifiés et les mieux payés sont aussi les plus menacés par la concurrence des moins qualifiés, favorisée par le progrès technique.

Quelque bref que puisse être cet historique de la Fédération du Livre, il est un fait qui ne peut être passé sous silence. C'est la résistance très vive qu'ont faite les compositeurs à l'emploi de la femme. Cette résistance doit être signalée sans que puissent jouer les oppositions de tendances ou de doctrine. Il faut relater les faits seulement tels qu'ils se sont déroulés depuis que les maîtres-imprimeurs ont embauché des femmes, en faisant d'abord apparaître les causes réelles de cet embauchage.

A Paris, le 17 mai 1861, une pétition de 2 682 signatures proposait la révision du tarif de main-d'œuvre. La Com-

mission mixte, chargée d'examiner cette proposition, venait à peine de tenir sa première séance, que M. Clère, imprimeur de l'archevêché, membre de la Commission mixte du tarif, introduisit dans ses ateliers un certain nombre de jeunes filles pour leur apprendre la composition typographique, et pour lesquelles, une fois expérimentées pour faire des lignes, un tarif réduit leur serait appliqué pour le travail aux pièces. Plusieurs imprimeurs, pour obvier aux conséquences d'une amélioration de salaire à l'ordre du jour, installèrent un matériel d'imprimerie dans certaines communautés religieuses pour y dresser des jeunes filles au travail de la composition[1]. Le 22 mars de l'année suivante, après l'échec des négociations pour le nouveau tarif, ce fut la maison Paul Dupont qui recruta, pour sa nouvelle et importante succursale de Clichy, un certain nombre de femmes pour lesquelles l'ancien tarif des hommes était réduit de 30 %. L'exemple parisien eut des imitateurs nombreux dans les villes de province. Chaque fois qu'un syndicat naissant montrait des velléités d'amélioration des conditions de travail, le recrutement du personnel féminin était, pour un certain nombre de patrons, le moyen adopté pour la résistance.

L'embauchage des jeunes filles ayant généralement une certaine instruction n'était pas justifié, aux yeux des patrons, par le manque d'ouvriers. Les ouvriers ont donc considéré l'embauchage des femmes comme un moyen exclusivement utilisé par le patronat pour réaliser un profit sur une partie de la production, attiser une concurrence folle, et faire échec à toutes les revendications syndicales.

C'est avec cet état d'esprit que se réunit le congrès constitutif de la Fédération du Livre, salle de la Redoute, le 30 août 1881. Pourtant, la question de la main-d'œuvre féminine fut examinée sous divers aspects. Plusieurs délégués se montrèrent partisans de l'admission de la femme dans la Fédération, et, par conséquent, dans les ateliers, à condition que la femme ne reste pas l'instrument

---

1. Une des raisons de l'anticléricalisme ouvrier.

de *sarrazinage* (jaune). Mais cette idée fut violemment combattue par la majorité des délégués, tant au point de vue moral qu'au point de vue hygiénique. Un délégué réunit la presque unanimité du congrès en affirmant que « jamais les patrons n'ont eu l'intention de faire de la femme une ouvrière ; elle n'a jamais été pour eux qu'un instrument de combat contre nos revendications légitimes ». Au vote pour l'admission de la femme, il ne resta plus qu'une voix : celle du délégué de Rouen, où il n'existait pas de compositrices.

Jusqu'en 1910, la Fédération et ses syndicats restèrent inflexibles en ce qui concerne l'embauchage de compositrices. Cette opposition empêcha évidemment un grand nombre de patrons de réaliser une économie sur la main-d'œuvre ; la cessation du travail en cas d'embauchage des femmes a fait reculer ces patrons. Mais la résistance n'a eu d'effets que dans les cas où l'influence syndicale était assez forte. Il faut bien reconnaître que dans un grand nombre de cas le patron a passé outre quand les ouvriers n'étaient pas encore organisés ou indécis pour la résistance.

Fallait-il continuer cette opposition à l'embauchage des femmes ? Les patrons n'étaient-ils pas en état de profiter, devant l'opinion publique, de la sévérité avec laquelle les féministes taxaient les travailleurs du Livre d'égoïsme, contestant en fait à la femme d'user d'un droit sacré : celui de vivre honorablement de son travail, et dans une indépendance personnelle relative ? De sévères et quelquefois troublantes discussions se produisirent pendant longtemps. On peut même dire qu'elles ne sont pas épuisées.

Au congrès de Bordeaux (1910), un rapport sur l'admission d'une femme compositrice dans les syndicats raviva la controverse. Les partisans de l'admission, niant en grande partie l'efficacité de l'opposition systématique, puisqu'un grand nombre de femmes étaient occupées à la composition typographique à salaires inférieurs, estimaient qu'il fallait prendre en main les intérêts des compositrices. Selon eux, l'organisation syndicale qui, non seulement la rejetait de son sein, mais prononçait l'exclusion de la femme travaillant pour vivre, avait une grosse part de responsa-

bilité dans la situation misérable qui lui était faite par le patronat. Il fallait, au contraire, faire comprendre à la femme que sa place était au syndicat et que l'organisation ne pouvait plus lui faire supporter une part quelconque de responsabilité du rôle qui lui était imposé par le patron.

À cela les irréductibles de répondre : « Nous n'avons pas confiance dans votre sentimentalisme. Toute l'histoire de l'imprimerie depuis cinquante ans prouve que l'emploi de la compositrice n'est pas une nécessité industrielle ; les patrons n'ont jamais pensé, en embauchant une femme, qu'elle avait comme l'homme le droit au travail et à la vie. Pas davantage ils ont cru recruter un élément de perfectionnement technique. La femme n'a été recherchée par eux que pour une exploitation plus facile, une docilité susceptible de les garantir contre les exigences de l'organisation syndicale. Ces raisons d'embauchage subsistent. Notre opposition syndicale est la conséquence logique de cette situation ainsi faite aux compositrices. Vous voulez changer la tactique, vous voulez ouvrir tous les ateliers et les syndicats aux femmes afin de leur assurer, au même titre et dans les mêmes conditions que les hommes, la protection de leur liberté personnelle, le tarif syndical, l'appui d'une solidarité complète ? Bien. Faisons l'hypothèse que nous réussissions ensemble à obtenir un tel résultat. Nous supprimons d'un seul coup les causes d'embauchage de la femme. Aussi, les patrons n'auront plus de raison, sauf en cas d'insuffisance de main-d'œuvre, pour embaucher de nouvelles femmes, et encore moins de faire des apprenties si l'on exige pour elles le même enseignement professionnel. Dans l'ensemble, c'est l'extinction de la main-d'œuvre féminine dans un délai indéterminé. L'argument qui consiste à faire croire que les partisans de l'admission de la femme sont résolus à défendre ses droits est considérablement amoindri par le fait qu'en voulant lui assurer l'égalité comme salariée, ils supprimeront les causes de son emploi. »

Ces deux thèses antagonistes se sont heurtées au congrès de Bordeaux. Pourtant la majorité se prononça pour le

principe de l'admission de la femme, mais avec de telles restrictions que la décision du congrès fut sans effets pratiques.

Au congrès de Nancy (1919), des précisions étaient nécessaires. La question revint sous un autre aspect. Un grand nombre d'ouvriers avaient succombé dans l'immense cataclysme ; beaucoup de femmes restaient sans soutien. C'est dans ces conditions que le congrès admit à l'atelier comme au syndicat les femmes compositrices, mais avec la réserve qu'elles devaient, comme syndiquées, faire respecter le tarif syndical.

Il est entré depuis environ 400 compositrices à la main et à la machine à composer dans la Fédération. Du fait qu'elles sont admises, cela implique qu'elles doivent travailler dans les mêmes conditions que les hommes.

Le développement de la machine à composer a diminué sensiblement le nombre des compositrices mais cela est une impression d'ensemble. Les statistiques sont difficiles.

La Confédération générale du Travail et le mouvement syndical, Paris, C.G.T., 1925, pp. 396-398.

8. Le prêtre, le politicien

Griffuelhes met dans le même sac le prêtre et le politicien, c'est-à-dire le socialiste ; cela se comprend puisque la S.F.I.O. est représentée comme une Église ; mais la balance n'est pas égale. On trouve rarement des articles de pur anticléricalisme, celui-ci va de soi, on n'insiste pas et c'est le socialiste qui est le vrai rival et l'ennemi. Il est remarquable dans le même ordre d'idée qu'un article de Sorel intitulé « Léon XIII » et publié en 1902 dans les *Études socialistes* soit presque entièrement consacré à comparer le pape défunt à Jaurès au détriment de celui-ci : tous deux appartiennent au même genre de fricoteurs, mais Léon XIII avait plus de classe...

Les raisons de la docilité dont font état les ouvriers de cette région de la France à l'égard des chefs catholiques ou des chefs socialistes sont diverses[1].

Chez les tisseurs, l'extrême misère existe pour chacun d'eux à l'état permanent, elle est installée à demeure dans leur foyer et pour l'en chasser ou pour en atténuer les effets les efforts ont fait défaut. Les chefs politiques sont hostiles à l'action syndicale et s'ils l'ont aidée, soutenue, ça été pour attirer à eux tous les bénéfices de cette action. Les uns préoccupés de conserver un prestige religieux sur le patron et sur les ouvriers ne pouvaient éveiller chez ces derniers des sentiments de révolte. Les autres préoccupés de conquêtes électorales faisaient du prolétaire un électeur, non un combattant. Les premiers ne parlent que de dieu, les seconds ne parlent que de conquête du pouvoir, seul capable d'assurer au salarié un sort meilleur. Par conséquent, l'action syndicale est inutile ou de peu d'importance. De meilleurs salaires, de plus courtes journées, des garanties de travail dans l'usine sont choses secondaires. La résignation, la misère sont les clefs du paradis divin, la confiance dans le bulletin de vote sont les clefs du paradis terrestre. Et d'ailleurs, disent les socialistes, nulle amélioration n'est possible, en période capitaliste, seule la conquête du pouvoir politique réalisera l'émancipation du travailleur. De sorte que les efforts se sont tendus vers la conquête du pouvoir, l'action, dans l'usine, dans l'atelier, contre le patron, sur le terrain économique étant jugée impuissante.

Depuis plus de vingt ans le tisseur a été bercé au son de la musique électorale, tandis que le patron, plus pratique, s'attachait à tirer de l'ouvrier un plus grand rendement pour un moindre salaire. Aussi la situation du producteur s'est-elle aggravée ! Il n'en pouvait être autrement ; le patron ne rencontrant pas ou peu de résistance parmi son personnel pouvait se livrer à une exploitation forcenée. [...]

---

1. Il s'agit de la région du Nord.

Cette situation n'est pas particulière au tisseur du Nord de la France, elle est la même partout : à Elbeuf, à Troyes, à Roanne, à Lyon, etc. Notez que dans ces dernières contrées l'influence du citoyen Guesde y a dominé ou y domine encore. Notez également qu'à Cholet, à Laval, à Flers, à Condé-sur-Noireau, etc., il y a un état de choses identique ; là, règne, domine le prêtre. Curieux rapprochement ! Et comme on s'explique qu'aujourd'hui dans le Parti socialiste politiciens et prêtres se rencontrent. Leurs méthodes de « travail » ont bien des points de ressemblance.

V. GRIFFUELHES, *Voyage révolutionnaire*, Paris, M. Rivière, s. d. pp. 12-13.

9. Ouvriérisme anti-intellectuel

L'hostilité de Yvetot aux intellectuels s'explique par une longue tradition et une expérience immédiate. D'ouvriers, les fondateurs de l'Internationale, sont devenus ouvriéristes dès le Second Empire (leçon des journées de juin 1848). Les avocats, professeurs et médecins à qui les ouvriers ont fait la courte échelle et qui parvenus au faîte se sont retournés pour leur tirer dessus sont innombrables : Clemenceau, Briand, Viviani, etc. Le socialisme politique, révolutionnaire ou non, est le moyen d'arriver. Yvetot se méfie donc de Jaurès, même d'Hervé, et son groupe de *La Guerre sociale*. Deux remarques : Yvetot ignore qu'il y eut aussi des arrivistes et des transfuges dans le mouvement syndical (Biétry, ancien révolutionnaire, fondateur des syndicats jaunes), d'autre part son excommunication n'atteint pas les instituteurs qu'il patronna à la C.G.T. ou les postiers.

Au commencement de l'année 1912, je publiais, dans *La Bataille syndicaliste*, l'article suivant qui fut le commencement de la polémique dont je fais juge, ici, mes lecteurs :

CHACUN CHEZ SOI

« Voici un titre qui n'est pas neuf », vont dire les amis de bonne mémoire qui, jadis lecteurs de l'éphémère *Révolu-*

tion, sont devenus, aujourd'hui, lecteurs de notre *Bataille syndicaliste*. Je m'en excuse, mais je trouve utile de le servir encore.

En effet, sous ce titre, autant que je m'en souviens, je priais alors les intellectuels de rester chez eux et de ne passer chez nous que s'ils avaient en toute sincérité, en tout désintéressement, quelque chose à nous apporter : du talent, du savoir, de l'argent[1] ! C'était brutal, mais c'était franc.

Et je me souviens que ça ne déplut pas à tout le monde, parmi les intellectuels qui s'intéressent à la classe ouvrière, aux manuels en œuvre d'émancipation. J'eus de nombreux approbateurs.

Par contre, quelques autres m'ont gardé une dent de cela.

Puis, tout doucement, ils ont continué à aimer à leur façon l'ouvrier en lui donnant de continuels bons conseils sur lesquels je ne veux point m'appesantir. Il suffit à tous de constater que ces conseils n'ont été vraiment bons à la classe ouvrière qu'autant que celle-ci s'est appliquée à ne pas les suivre.

Malgré cela, je passe maintenant pour avoir la phobie des intellectuels. Tant pis pour moi !

Pourtant que j'aurais de choses à dire là-dessus ! Je les dirai par la suite. Pour aujourd'hui je veux me borner à dire que je n'ai point du tout horreur des intellectuels qui, selon moi, sont utiles à l'éducation des individus, à la perfection des idées, à l'embellissement des réalisations.

Mais je considère que leur besogne n'implique nullement pour cela qu'ils se mêlent à nous, ni qu'ils nous aident de leurs prétendues lumières dans nos organisations, ni qu'ils nous guident de leur expérience et de leur savoir — beaucoup surfaits — sur le chemin de notre émancipation, ni qu'ils nous conseillent, nous morigènent ou nous approuvent dans nos actions et nos manifestations.

---

1. L'ingénieur Louzon a procuré les fonds pour l'achat de la Maison des Fédérations, 33 rue de la Grange-aux-Belles, à Paris.

La classe ouvrière, je l'ai déjà dit, est assez grande pour marcher toute seule puisqu'elle sait mieux que les intellectuels où elle va, vers quel but et par quels moyens. Elle seule sait vraiment de quoi elle souffre. Elle sait comment atténuer sa souffrance et nulle influence étrangère à sa classe ne lui fera croire qu'il est d'autres moyens pour elle de s'affranchir que de ne compter que sur elle-même, en s'affranchissant d'abord des individus qui la veulent conduire et qui n'ont pas même pour eux la stabilité des idées, l'immuabilité des convictions.

Elle a raison, la classe ouvrière, de se défier des gens qui, n'ayant pas subi la même misère, n'ayant point reçu la même éducation, n'ayant point ambitionné le même avenir, ne vivant point la même vie, prétendent lui apprendre ce qu'elle est, ce qu'elle doit être. Toujours néfaste, à quelques exceptions près, furent pour elle les collaborations dévouées à son sort des individualités émanant du monde intellectuel, de l'autre classe.

Si nous marchons vraiment à une révolution économique et sociale, c'est bien à la classe ouvrière qu'il appartient d'agir dans ce but. C'est à elle, bien à elle, qu'incombe l'action primordiale de cette révolution, puisque nous sommes d'accord qu'elle se manifestera par la grève générale. Or, la grève générale s'entend par la cessation consciente et momentanée de toute production essentielle à l'activité sociale. Ce ne sont donc ni les professeurs, ni les médecins, ni les avocats, ni les journalistes, ni les parlementaires qui seront pour cela mis en demeure de cesser leurs occupations.

Laissons donc ceux de nos amis intellectuels, qui aiment guider, se diriger vers leurs aspirations : bulletins de vote, armée nouvelle, propagande aux chefs, etc., et continuons de nous préparer à un système social qui ne connaîtra plus ni l'autorité, ni l'exploitation.

Georges YVETOT.

Déjà, sous la rubrique « Coups de Crocs » et sous la signature « Bouledogue », j'avais suffisamment effleuré le même sujet...

... Jusqu'à présent, ce ne sont pas encore des ouvriers qui sont devenus des ministres assassins, ni qui sont sur le point de le devenir.

Ce sont MM. Millerand, Viviani, Briand, avocats, pour ne citer que ceux-là dans le Conseil de l'Ordre... Ce sont MM. Clemenceau, Augagneur, etc., dans la corporation des médecins... Ce sont je ne sais plus quels journalistes, quels professeurs, enfin tous des intellectuels.

On peut s'amuser à faire la statistique.

Demain, des mêmes intéressantes corporations sortiront d'autres bandits, d'autres renégats, d'autres hommes d'affaires.

Et l'on veut s'étonner que nous ayons de la défiance ? Et l'on se moque du scrupule que nous avons d'envoyer des nôtres avec ces gens-là ? Et l'on joue la surprise quand nous méprisons le bulletin de vote et que nous haïssons ses thuriféraires ?

Laissons, laissons pleuvoir sur nous les calomnies stupides. Laissons dire que nous avons la phobie des intellectuels ; que nous sommes aigris du fait de notre médiocrité. Restons haineux. La haine est salutaire quand elle est animée par une conviction pure.

Les ouvriers sauront bien quand même s'apercevoir qu'on les amuse et qu'on les trompe, ailleurs que chez nous, par d'autres que par nous.

Quant aux intellectuels qui n'ont point derrière eux une meute de profiteurs intelligents et de vaniteux sans esprit pour les aider à être quelqu'un et à dominer moralement les travailleurs en attendant mieux ; quant aux intellectuels, qui le sont vraiment sans arrière-pensée et sans ambition, ceux-là ne croiront pas que nous avons contre eux la moindre haine.

Au contraire ils seront de notre avis pour dire avec Bakounine, cet intellectuel tant injurié qui aima vraiment le peuple et le prouva :

« Par ma naissance et par ma position personnelle, non sans doute par mes sympathies et mes tendances, je ne suis qu'un bourgeois et, comme tel, je ne saurais faire autre chose parmi vous que de la propagande. Eh bien ! j'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques, imprimés ou parlés, est passé. Dans ces neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. Ce qui importe avant tout, aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même. Si j'étais jeune, je me serais transporté dans un milieu ouvrier et, partageant la vie laborieuse de mes frères, j'aurais également participé avec eux au grand travail de cette organisation nécessaire. »

Voilà par quelle lettre admirable, en quels termes de logique saine, Michel Bakounine démissionnait de l'Internationale en 1873. A cette époque, pourtant, l'organisation ouvrière n'en était pas où elle en est aujourd'hui. Voilà quelle mentalité avait cet intellectuel, ce bourgeois.

Nous sommes, militants ouvriers, les amis de tous les bourgeois, de tous les intellectuels qui pensent comme Michel Bakounine.

Du moins, si je me trompais en disant nous sommes, j'affirme que nous devrions être les amis de ceux-là. Tant qu'on n'a pas besoin d'eux, ils nous laissent chez nous et chez eux. Ils n'en sont pas pour cela des amis moins sûrs, moins serviables. Ils sont simplement plus sincères, moins bruyants, plus désintéressés.

Puissions-nous en avoir beaucoup de semblables dans la classe bourgeoise : on les retrouverait au meilleur moment pour nous aider encore dans notre affranchissement total... malgré les autres.

G. Yvetot, *Le Syndicalisme, les intellectuels et la C.G.T.*, Paris, La Publication sociale, s. d., pp. 2-3, 7-8.